



Enquête « Des risques qui comptent » 2020 : les effets à long terme du COVID-19

28 avril 2021

La pandémie de COVID-19 est une tragédie sanitaire mondiale. Pourtant, alors que la fin de la crise sanitaire mondiale se profile, une autre blessure menace de laisser une cicatrice plus profonde : celle d'une insécurité économique tenace. Le cycle 2020 de l'enquête de l'OCDE sur « Des risques qui comptent » (*Risks that Matter* - RTM) dresse un tableau inquiétant des perturbations économiques et des inquiétudes croissantes à propos de la santé et de la sécurité financière dans 25 pays de l'OCDE. Malgré des investissements publics massifs dans la protection sociale pendant la pandémie, les citoyens de la plupart des pays de l'OCDE attendent des aides publiques plus importantes pour sortir de la crise - et beaucoup se disent prêts à payer plus d'impôts pour financer de meilleurs programmes de santé, de retraite, d'emploi et de soins de longue durée.



Principaux résultats

- La crise du COVID-19 fait apparaître un profond sentiment d'insécurité. En moyenne, dans les 25 pays ayant participé à l'enquête RTM 2020, plus d'un tiers (37 %) des personnes interrogées déclarent que leur ménage a subi au moins une perturbation liée à l'emploi, sous la forme d'une perte d'emploi, d'un licenciement, du recours à un dispositif de maintien dans l'emploi, d'une réduction du temps de travail et/ou d'une baisse de salaire. Les perturbations ont été relativement plus sévères pour les jeunes et les parents avec enfants à la maison. Lorsque l'on tient compte des congés rémunérés, des congés non rémunérés et des démissions, le total passe à 44.2 %
- Parmi les ménages ayant perdu un emploi pendant la pandémie, 68 % ont eu du mal à payer leurs factures.
- La crise du COVID-19 suscite des inquiétudes quant à la situation financière. Une écrasante majorité de 81 % des répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi déclarent être assez ou très inquiets pour l'équilibre financier, social et économique global de leur ménage au cours des deux prochaines années. Même parmi ceux qui ne signalent pas de perte d'emploi au sein du ménage, 65 % déclarent être assez ou très préoccupés par leur sécurité sociale et économique dans les deux prochaines années.
- Plus de 60 % des répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi depuis le début de la crise se disent inquiets de ne pas avoir les bonnes compétences et connaissances pour occuper un emploi sûr et bien rémunéré dans dix ans - soit environ 10 points de plus que ceux qui n'ont pas perdu leur emploi.
- Les ménages ayant perdu leur emploi depuis le début de la crise sanitaire se montrent plus enclins à payer davantage d'impôts pour bénéficier d'une meilleure protection sociale. Le groupe des répondants ayant subi une perte d'emploi se dit particulièrement en faveur de meilleurs investissements dans les dispositifs d'aide à l'emploi (par exemple, services de recherche d'emploi, formation professionnelle, accès à des financements pour la création d'entreprise), aux chômeurs et au revenu, comme le revenu minimum garanti.
- Malgré l'expansion massive des systèmes de protection sociale dans les pays de l'OCDE pendant la crise, les personnes interrogées s'accordent largement à penser que les pouvoirs publics devraient en faire davantage pour assurer la sécurité économique et sociale et combler les lacunes des systèmes de protection sociale. Sans surprise, dans la plupart des pays, les répondants les plus précaires sont plus susceptibles de réclamer plus d'intervention de la part des pouvoirs publics.
- À l'instar de l'enquête de 2018, les personnes interrogées s'inquiètent en priorité pour leur santé, leur situation financière actuelle et leur sécurité financière au moment de la retraite. L'enquête RTM 2020 montre également qu'un pourcentage de répondants plus important qu'auparavant s'inquiète d'assurer des soins de longue durée de bonne qualité pour eux-mêmes ou pour leurs parents âgés - ce qui pourrait refléter des préoccupations liées à la santé, pendant la pandémie, de proches résidant en maison de retraite.

La pandémie de COVID-19 est une tragédie sanitaire mondiale. À la mi-avril 2021, près de 2.9 millions de personnes à travers le monde avaient perdu la vie. Des millions d'autres ont souffert physiquement et psychologiquement de cette maladie.

Alors que la distribution des vaccins se poursuit et que la fin de la pandémie se profile, une autre blessure menace de laisser une cicatrice plus profonde : celle d'une insécurité économique persistante. La pandémie a entraîné d'énormes pertes d'emplois et des baisses de revenus, paralysé la scolarité de



nombreux enfants et perturbé la croissance économique. Elle a mis à rude épreuve les ménages de tous milieux. Les répercussions économiques et sociales pourraient se prolonger sur des décennies.

L'enquête RTM 2020 de l'OCDE prend le pouls de la situation économique des populations dans les pays de l'OCDE. Dans le sillage du cycle 2018 de l'enquête, le cycle 2020 nous aide à comprendre la perception qu'ont les individus des risques auxquels ils sont confrontés et leur sentiment quant à l'efficacité avec laquelle les pouvoirs publics gèrent ces risques. En 2020, cependant, ces questions ont pris un caractère encore plus urgent.

Les réponses à l'enquête brossent un tableau peu encourageant de l'insécurité économique dans 25 pays de l'OCDE. Plus de quatre répondants sur dix (44.3 %) déclarent que leur ménage a subi une perturbation liée à l'emploi à la suite de la crise du COVID-19. Depuis le début de la pandémie, environ 10 % de l'ensemble des personnes interrogées déclarent que leur ménage n'a pas été en mesure de payer une dépense habituelle comme un loyer, un prêt, une facture d'électricité ou une facture de carte de crédit. Dans l'ensemble, 17.8 % déclarent avoir puisé dans leur épargne ou vendu des actifs pour payer des dépenses habituelles, tandis que 9 % ont emprunté de l'argent à des amis ou des proches. Les ménages avec jeunes adultes et les parents avec enfants de moins de 18 ans sont touchés de façon disproportionnée.

Sans surprise, ceux qui ont gardé leur emploi comme ceux qui l'ont perdu pendant la crise s'inquiètent pour leur santé et leur sécurité économique. Mais le groupe dont les revenus ont diminué s'inquiète davantage des difficultés financières au quotidien : comment boucler les fins de mois, trouver ou conserver un bon emploi, assurer sa sécurité financière à la vieillesse, trouver un logement décent et faire en sorte d'avoir les compétences nécessaires pour rester compétitif sur le marché du travail. Face à ce haut degré d'insécurité, une vaste majorité des répondants à l'enquête RTM pensent que les pouvoirs publics devraient faire davantage pour améliorer leur sécurité économique et sociale. Et ceux qui ont souffert économiquement pendant la crise attendent, naturellement, davantage des services de l'emploi et de l'assurance chômage.

Depuis le début de la pandémie et de la crise économique qu'elle a engendré, les gouvernements des pays de l'OCDE prennent des mesures audacieuses pour renforcer et améliorer les systèmes de protection sociale. Cependant, alors que les États continuent d'affiner leurs mesures sociales et économiques face à la crise sanitaire, les catégories qui subissent un niveau élevé d'insécurité économique méritent une attention particulière. Les États doivent se concentrer encore plus sur ces insécurités enracinées - ou risquer de laisser les personnes vulnérables de côté pendant des décennies.

Une pandémie d'insécurité économique

La pandémie de COVID-19 a provoqué la pire crise économique depuis la Grande Dépression, avec des effets dévastateurs sur l'économie et sur la société (OCDE, 2020^[1]). Les perturbations économiques transparaissent clairement dans les pertes d'emploi généralisées, les réductions massives du temps de travail et les baisses de salaire (OCDE, 2020^[1]), avec pour conséquence, comme le montre l'enquête RTM, des ménages qui peinent même à payer leurs factures habituelles.

Si l'on tient compte à la fois de la chute brutale de l'emploi et de la réduction des heures de travail des actifs ayant conservé leur emploi, l'incidence négative de la crise sanitaire sur le nombre total d'heures travaillées au printemps 2020 a été dix fois plus forte que celle observée au cours des premiers mois de la crise financière mondiale de 2008 (OCDE, 2020^[1]). Cela s'explique par le fait que de nombreux pays de l'OCDE ont mis en suspens des pans entiers de leur économie pour tenter de limiter la propagation du virus.



Au troisième trimestre de 2020, lorsque l'enquête RTM a été menée dans 25 pays de l'OCDE, le taux d'emploi dans la zone OCDE s'établissait à 66.7 %¹, en amélioration par rapport au deuxième trimestre, au cours duquel l'emploi était tombé à 64.8 %, mais toujours bien en dessous du taux d'emploi de 68.6 % enregistré au premier trimestre 2020, avant que la pandémie ne frappe la plupart des pays.

Les pouvoirs publics ont, par la suite, mis en œuvre toute une batterie de mesures ambitieuses pour limiter les perturbations, avec des degrés d'efficacité variables (OECD, 2020^[2]; OECD, 2020^[3]; OECD, 2020^[4]).

C'est dans ce contexte que l'enquête RTM 2020 met en lumière les difficultés quotidiennes auxquelles les citoyens sont aujourd'hui confrontés dans les pays de l'OCDE. L'enquête RTM est une enquête comportementale qui évalue la perception des risques économiques et de l'efficacité avec laquelle les pouvoirs publics assurent la protection sociale des citoyens. Ces résultats descriptifs du sentiment d'insécurité économique pendant la crise sanitaire correspondent étroitement aux travaux menés sur la crise à partir des enquêtes sur la population active. L'enquête RTM illustre la manière dont diverses perturbations de l'emploi entraînent des difficultés financières pour de nombreux citoyens des pays de l'OCDE.

Des pertes d'emploi et des baisses de salaire généralisées

En moyenne, plus d'une personne interrogée sur dix (11.8 %) à l'enquête RTM 2020 déclare qu'elle-même ou un membre du ménage a perdu son emploi ou son entreprise depuis le début de la crise (). Au Chili, au Mexique et en Turquie, la part des répondants qui sont dans cette situation représente au moins un quart de l'échantillon.

Cependant, les pertes *directes* d'emploi ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble des perturbations liées à l'emploi causées par la crise du COVID-19. Les gouvernements des pays de l'OCDE ont mis en place toute une série de mesures visant à préserver les emplois pendant les périodes de confinement relatif ou strict, tandis que de nombreuses activités ont été considérablement réduites, voire totalement interrompues. Ces mesures ont pris la forme de dispositifs de chômage partiel ou de subventions salariales visant à réduire les coûts de la main-d'œuvre, à empêcher une brusque hausse du chômage et à atténuer les difficultés financières par des indemnités de chômage partiel (même si, en général, elles n'ont pas atteint un taux de remplacement de 100 %). En mai 2020, les dispositifs de maintien dans l'emploi soutenaient environ 50 millions d'emplois dans de nombreux pays de l'OCDE, soit dix fois plus que pendant la crise financière mondiale de 2008-09 (OECD, 2020^[2]). Les partenaires sociaux ont parfois coopéré pour négocier des accords autour des dispositifs de maintien dans l'emploi afin d'éviter les suppressions d'emploi directes, notamment en réduisant le temps de travail (OECD, 2020^[3]).

Néanmoins, même avec ces aides, les revenus des ménages ont subi de fortes perturbations.

Depuis le début de la crise, en moyenne, dans l'ensemble des pays participants, plus d'un tiers (37.3 %) de toutes les personnes interrogées lors de l'enquête RTM 2020 déclarent qu'elles-mêmes ou un membre de leur ménage ont subi au moins une perturbation liée au travail - perte d'emploi, licenciement, recours à un dispositif de maintien dans l'emploi, réduction du temps de travail, et/ou baisse de salaire.

¹ Le taux d'emploi provient des [statistiques à court terme sur le marché du travail de l'OCDE](#) et se réfère aux 15-64 ans. Les estimations pour les 2^e et 3^e trimestres de 2020 ne tiennent pas compte du Mexique. On trouvera de plus amples informations sur les problèmes de comparabilité internationale des taux d'emploi pendant la pandémie dans la note « Statistiques de l'emploi et du chômage pendant la pandémie de COVID-19 », publiée par la Direction des statistiques et des données de l'OCDE.



Encadré 1. À propos de l'enquête « Des risques qui comptent » de l'OCDE

L'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent » (*Risks that Matter* - RTM) est une enquête internationale qui examine les perceptions des citoyens quant aux risques sociaux et économiques auxquels ils sont confrontés ainsi que leur opinion sur la manière dont l'État gère ces risques. L'enquête a été menée pour la première fois en 2018. L'enquête 2020, menée en septembre-octobre 2020, s'appuie sur un échantillon représentatif de plus de 25 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans les 25 pays de l'OCDE ayant décidé d'y participer : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Lituanie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovénie, Suisse et Turquie. Les répondants ont été interrogés sur leurs préoccupations d'ordre social et économique, sur l'efficacité avec laquelle ils estiment que l'État répond à leurs besoins et à leurs attentes, et sur les politiques qu'ils souhaiteraient voir adopter à l'avenir.

Cette enquête a pour objectif de mieux comprendre ce que les citoyens attendent des politiques sociales. Les sources de données standards, telles que les dossiers administratifs et les enquêtes sur la population active, fournissent des données classiques sur des questions telles que l'employeur et le volume de travail, le salaire, l'état de santé, le statut d'étudiant, et même, dans le cas des enquêtes sur l'emploi du temps, la quantité de sommeil et les activités pendant le temps libre. Ces enquêtes classiques se sont révélées extrêmement utiles pour la recherche sur les politiques sociales et contribuent à façonner les programmes sociaux depuis des décennies. Pourtant, comme l'ont souligné des travaux récents (Stiglitz, Fitoussi et Durand, 2018[9]), elles éclairent rarement les préoccupations des individus, les vulnérabilités perçues et les préférences, notamment en ce qui concerne l'action gouvernementale. Les enquêtes internationales existantes dans ce domaine (comme certaines séries du Programme international d'enquêtes sociales ou l'Eurobaromètre de la Commission européenne) sont menées de manière ponctuelle et/ou uniquement dans certaines régions. L'enquête RTM de l'OCDE comble cette lacune – elle complète les sources de données existantes en fournissant des informations comparables à l'échelle de l'OCDE sur les opinions des citoyens quant aux risques sociaux et aux politiques sociales.

Le questionnaire d'enquête a été élaboré en consultation avec les pays membres de l'OCDE. L'enquête RTM couvre principalement : 1) les perceptions qu'ont les répondants des risques et les défis sociaux et économiques auxquels eux-mêmes et leur ménage sont confrontés ; 2) leur satisfaction à l'égard du système de protection sociale et des pouvoirs publics ; et 3) les politiques qu'ils souhaiteraient ou leurs préférences en matière de protection sociale pour l'avenir. Le questionnaire de l'enquête RTM 2020 contient de nouvelles sous-sections sur le vécu pendant la crise du COVID-19, sur l'avenir du travail et sur les inégalités. La plupart des questions comportent, soit deux réponses possibles, soit des réponses sous forme d'échelle. Le questionnaire est rédigé dans les langues nationales des pays participants.

L'enquête RTM est menée en ligne auprès d'échantillons recrutés sur internet et par téléphone par Respondi Ltd. Les répondants reçoivent une somme symbolique (environ 1 ou 2 EUR par enquête). L'échantillonnage est effectué au moyen de quotas, les critères d'échantillonnage étant le sexe, le groupe d'âge, le niveau d'études, le niveau de revenu et le statut au regard de l'emploi (au dernier trimestre de 2019). Des pondérations sont utilisées pour corriger toute sous-représentation ou surreprésentation en fonction de ces cinq critères. L'échantillon cible et pondéré se compose de 1000 répondants par pays. Bien que la contamination au COVID-19 n'ait pas été utilisée comme cible dans le quota, les analyses du Secrétariat montrent une corrélation forte et statistiquement significative, au niveau international, entre le taux de contamination au COVID-19 auto-déclaré dans l'enquête et les données épidémiologiques d'octobre 2020.



L'enquête RTM est supervisée par le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales. Les contributions volontaires des pays membres de l'OCDE et le Secrétariat de l'OCDE ont apporté le soutien financier de base à l'enquête. Des chercheurs des Universités de Lausanne et de Constance ont également contribué à l'élaboration des sous-sections de l'enquête.

De nombreux ménages ont connu plusieurs types de perturbations liées à l'emploi. Les répondants ont indiqué les perturbations suivantes pour eux-mêmes ou pour leur ménage (ils pouvaient choisir plusieurs réponses) :

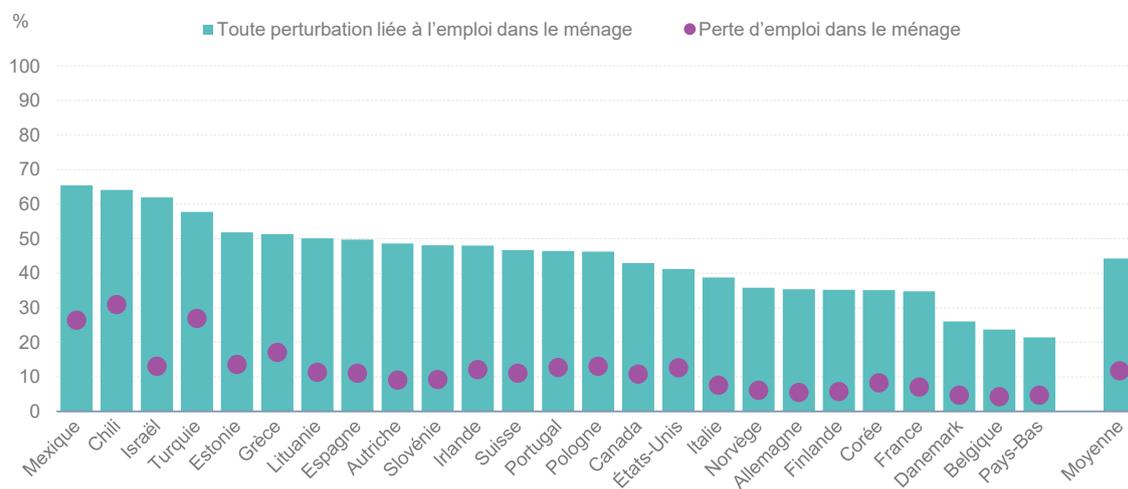
- Chômage technique ou dispositif de maintien dans l'emploi (9.9 %)
- Temps de travail réduit ou dispositif de chômage partiel (13.2 %)
- Salaire réduit par l'employeur ou perte de revenus de sa propre entreprise (16.8 %)

En outre, 12.3 % des répondants déclarent avoir pris (eux-mêmes ou un membre du ménage) un congé rémunéré ou non, et 3.7 % avoir démissionné de leur emploi.

Si l'on tient compte de ces congés et démissions, en moyenne, dans les pays participants, 44.2 % des personnes interrogées au total ont subi une forme ou une autre de perturbation liée à l'emploi au sein de leur ménage en raison de la crise du COVID-19 (Graphique 1) - pourcentage qui atteint, au Chili et au Mexique, 64 à 65 %.

Graphique 1. Près de la moitié de tous les ménages ont subi une forme de perturbation liée à l'emploi

Pourcentage de répondants déclarant qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage ont perdu leur emploi (y compris un travail indépendant/leur propre entreprise), et pourcentage de répondants déclarant avoir subi une forme de perturbation liée à l'emploi au sein du ménage depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020



Note : On a demandé aux répondants si, à un moment donné depuis le début de la pandémie de COVID-19, ils (ou un membre de leur ménage) avaient connu une ou plusieurs perturbations liées à l'emploi. Les options étaient les suivantes : perte d'emploi, perte d'emploi indépendant ou perte de son entreprise ; chômage technique ou dispositif de maintien dans l'emploi ; temps de travail réduit ou dispositif de chômage partiel ; salaire réduit par l'employeur ou perte de revenu d'un travail indépendant ou de sa propre entreprise ; congé (rémunéré ou non) ; démission. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables. Les pourcentages montrent la part de répondants ayant sélectionné au moins une option.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

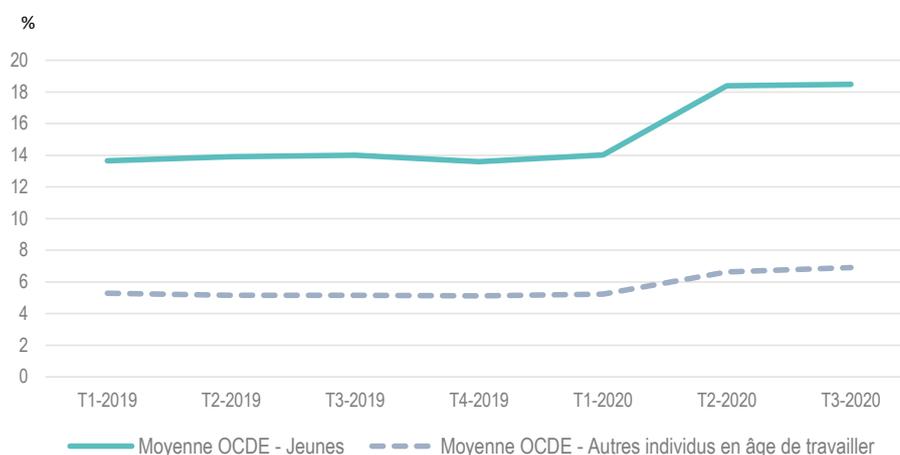


Les résultats en lien avec les pertes d'emploi directes dans le Graphique 1 reflètent en partie les mesures de protection sociale mises en place dans les pays de l'OCDE. Les pays où les pertes d'emploi directes sont les moins nombreuses - comme l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Norvège - sont aussi ceux où des dispositifs de maintien dans l'emploi existaient avant le début de la pandémie et offraient probablement un meilleur accompagnement pour les personnes risquant de se retrouver au chômage (OECD, 2020^[21]). La plupart de ces pays ont élargi l'accès et la couverture des dispositifs de maintien dans l'emploi, et ont relevé le niveau des prestations en réponse à la pandémie, même si le taux d'utilisation varie. En revanche, au Chili, par exemple, le dispositif de maintien dans l'emploi a pris la forme d'une aide au revenu financée sur les comptes d'épargne individuels pour l'assurance chômage des travailleurs, et le Mexique n'a pas mis en place de dispositif de maintien dans l'emploi (*Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2021*, à paraître). Le niveau élevé de l'emploi informel dans ces pays contribue probablement à ce que de nombreux travailleurs ne bénéficient pas d'aide à l'emploi ou au revenu pendant la crise économique.

Les perturbations liées à l'emploi sont variables selon les groupes. Les jeunes - âgés de 18 à 29 ans - ont des difficultés économiques bien supérieures à celles des groupes plus âgés. Lorsque l'on compare la situation professionnelle auto déclarée en décembre 2019 et en septembre 2020, les jeunes interrogés dans le cadre de l'enquête RTM enregistrent la plus forte hausse du taux de sans-emploi. Cela correspond à l'évolution des données officielles de l'OCDE sur le chômage : les jeunes sont plus exposés au risque de perte d'emploi pendant la pandémie que les autres individus en âge de travailler, le taux de chômage des jeunes atteignant en moyenne 18.5 % dans l'ensemble de la zone OCDE au troisième trimestre 2020.

Graphique 2. Le chômage des jeunes a augmenté pendant la pandémie

Taux de chômage des jeunes et des autres individus en âge de travailler, femmes et hommes, moyennes non pondérées de l'OCDE, T1 2019 à T3 2020



Note : Taux de chômage moyen des femmes et des hommes dans la zone OCDE, par groupe d'âge, à partir d'enquêtes nationales sur la population active. Le Mexique et l'Allemagne sont absents au T2 et T3 2020. Les jeunes sont définis ici comme les actifs âgés de 15 à 24 ans. Le reste de la population d'âge actif est défini comme les actifs âgés de 25 à 54 ans.

Source : Taux de chômage trimestriel OECD.Stat, par sexe et groupe d'âge <https://stats.oecd.org>.

Point important, dans la mesure où les ménages partagent leurs ressources, les jeunes interrogés dans le cadre de l'enquête RTM ont aussi tendance à vivre dans des ménages plus précaires financièrement : 14.6 % des jeunes répondants déclarent qu'eux-mêmes ou un membre du ménage ont perdu leur emploi



depuis le début de la crise sanitaire², contre 12 % des répondants de 30 à 49 ans et 9.9 % des 50-64 ans. Les écarts sont particulièrement marqués sur la réduction du temps de travail : 17.2 % des jeunes déclarent qu'eux-mêmes ou un membre du ménage ont réduit leurs horaires de travail ou ont subi un chômage partiel pendant la crise du COVID-19, contre seulement 14 % des 30-49 ans et 9.4 % des 50-64 ans. Il existe un écart statistiquement significatif entre les groupes les plus jeunes et les plus âgés dans 15 des 25 échantillons nationaux. De fait, les jeunes adultes sont parmi les plus touchés parce qu'ils occupent généralement des emplois moins sûrs et moins qualifiés et qu'ils sont davantage représentés dans les secteurs les plus touchés par la crise, comme le tourisme et la restauration (OCDE, 2020^[1]).

Les parents aussi ont souffert. Suite à la fermeture généralisée des écoles lors de la première vague de la pandémie et - dans certains pays - pendant la deuxième vague, il n'est pas surprenant qu'environ la moitié des répondants ayant des enfants de moins de 18 ans aient vu leur travail perturbé en raison de la crise du COVID-19. Dans tous les pays sauf deux (États-Unis et Turquie), il n'y a pas de différence significative, en termes de perte d'emploi, entre parents et non-parents dans l'échantillon. Toutefois, les écarts se creusent lorsqu'on examine la réduction du temps de travail ou les congés pris. Sur l'ensemble de l'échantillon, en moyenne, environ 15.2 % des personnes interrogées ayant des enfants déclarent que leur temps de travail a été réduit ou qu'elles ont subi un chômage partiel, contre seulement 12.3 % des répondants sans enfants.

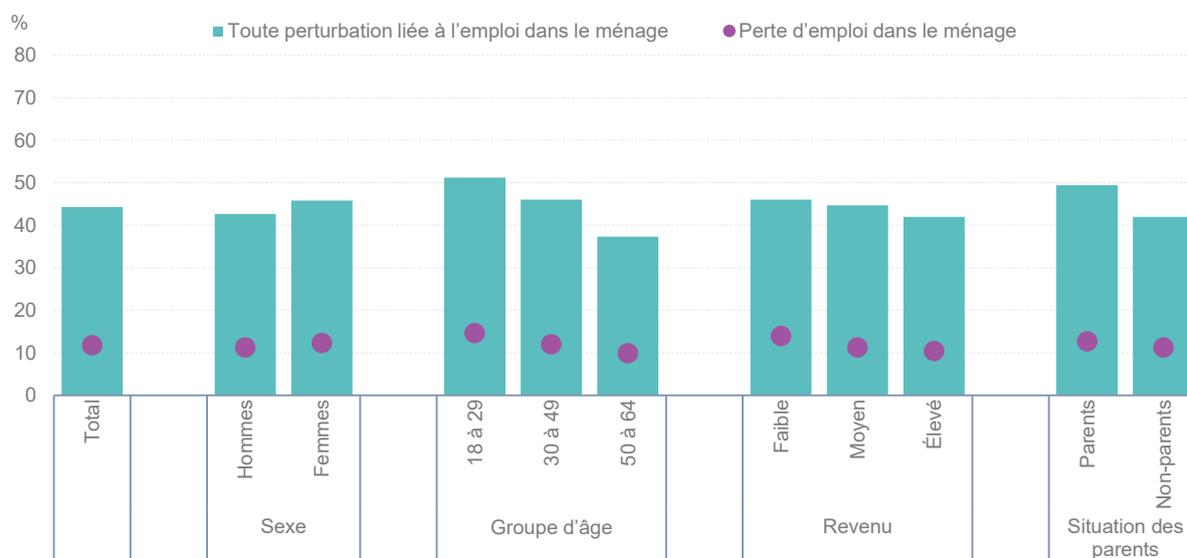
De plus, de nombreux parents déclarent avoir pris des congés. Au total, 15.6 % des répondants ayant des enfants de moins de 18 ans déclarent qu'au moins un membre du ménage a pris un congé rémunéré ou non rémunéré, contre seulement 10.8 % des répondants sans enfants. L'écart est significatif dans 11 pays : Belgique, Canada, Corée, États-Unis, France, Israël, Italie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas et Slovaquie. (Le taux de congé rémunéré ou non augmente encore, jusqu'à atteindre 17 %, si l'on considère uniquement les parents ayant des enfants de moins de 12 ans.)

² Par souci de concision dans la conception des questionnaires, la question de la perte d'emploi au sein du ménage ne permet pas d'identifier qui, au sein du ménage, a perdu son emploi - le jeune, un parent ou une autre personne. Cela complique quelque peu l'interprétation, car on ne peut pas savoir à qui s'appliquent les résultats dans les ménages avec jeunes. Toutefois, dans la mesure où les ménages mettent en commun leurs ressources et que, dans l'ensemble de l'OCDE, les ménages avec jeunes affichent souvent des taux de pauvreté plus élevés que les ménages sans jeunes (OECD, 2019^[16]), on peut penser que cette insécurité accrue que connaissent les jeunes répondants reste lourde de conséquences.



Graphique 3. Les jeunes et les parents sont parmi les plus susceptibles de signaler des perturbations liées à l'emploi au sein de leur famille pendant la crise du COVID-19

Pourcentage de répondants déclarant qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage ont perdu leur emploi (y compris un travail indépendant/leur propre entreprise), et pourcentage de répondants déclarant avoir subi une forme de perturbation liée à l'emploi au sein du ménage depuis le début de la pandémie de COVID-19, selon certaines caractéristiques socioéconomiques, moyenne des pays non pondérée, 2020



Note : On a demandé aux répondants si, à un moment donné depuis le début de la pandémie de COVID-19, ils (ou un membre de leur ménage) avaient connu une ou plusieurs perturbations liées à l'emploi. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables. « Études supérieures » : plus haut niveau d'études atteint dans l'enseignement supérieur. Les ménages à « faible revenu » sont ceux dont le revenu disponible équivalent (pour 2019) se situe dans les trois déciles inférieurs de la distribution nationale du revenu disponible, les ménages à « revenu intermédiaire » se situent dans les quatre déciles intermédiaires, et les ménages à « revenu élevé » dans les trois déciles supérieurs. Les parents sont définis comme les répondants ayant au moins un enfant de moins de 18 ans vivant au sein du ménage.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

Compte tenu du taux élevé de fermetures d'écoles dans le monde, l'observation selon laquelle les parents ont pris un congé dans moins d'un ménage sur cinq peut sembler faible. Il convient de noter que, dans de nombreux ménages où personne n'a pris de congé, il se peut que quelqu'un ait *déjà* été disponible pour s'occuper des enfants en raison d'un autre type de perturbation liée à l'emploi. Dans l'ensemble des pays participants, en moyenne, 41 % des ménages ayant des enfants qui n'ont *pas* pris de congé (rémunéré ou non) signalent d'autres formes de perturbation liée à l'emploi, par exemple, perte d'emploi, chômage technique, réduction du temps de travail et/ou dispositif de maintien dans l'emploi.

Il existe également des différences entre les pays en ce qui concerne la part des ménages au sein desquels les parents prennent un congé pour s'occuper des enfants. La moyenne de 15,6 % est légèrement réduite dans des pays comme le Danemark et les Pays-Bas, où le travail à temps partiel est plus fréquent et où les parents ont peut-être été (mieux) en mesure de gérer les enfants en même temps que le travail rémunéré. Le taux de congés est également relativement faible dans des pays comme le Portugal et l'Espagne, où les parents ont plus de risques d'avoir été licenciés ou rattachés à un dispositif de maintien dans l'emploi.

Si l'on examine d'autres sous-groupes, les hommes et les femmes n'ont pas, en moyenne, des expériences radicalement différentes en termes de perte d'emploi au sein du ménage. Les répondants à



faible revenu ont généralement une probabilité légèrement plus élevée d'avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) subi une perte d'emploi (Graphique 3), tout comme les répondants faiblement qualifiés.

Payer les factures en temps de COVID-19

L'insécurité économique engendrée par la crise sanitaire a conduit de nombreux ménages à ne plus pouvoir payer leurs factures. Près d'un tiers (31 %) de l'ensemble des répondants déclarent avoir connu (eux-mêmes ou leur ménage) au moins l'une des difficultés financières suivantes depuis le début de la pandémie (Graphique 4) : n'a pas réussi à payer une dépense habituelle, a puisé dans son épargne ou vendu des actifs pour payer une dépense habituelle, a emprunté de l'argent à des parents ou des amis pour payer une dépense habituelle, s'est endetté davantage ou a eu recours au crédit pour payer une dépense habituelle, a demandé de l'aide à une association caritative ou à but non lucratif pour un défaut de paiement, a souffert de la faim parce qu'il n'avait pas les moyens d'acheter de la nourriture, a perdu son logement parce qu'il n'avait pas les moyens de payer le prêt ou le loyer, a déclaré faillite ou fait appel à un organisme de crédit. Ces taux nationaux correspondent aux taux révélés par d'autres enquêtes menées pendant la crise du COVID-19, même si les questions diffèrent légèrement (voir, par exemple, les enquêtes des pays de l'Union européenne et des États-Unis (European Parliament / Eurobarometer, 2020^[5]; Carman and Nataraj, 2020^[6])).

Parmi les répondants ayant signalé une perte d'emploi au sein du ménage pendant la pandémie, la proportion de personnes ayant des difficultés à payer ses factures passe à 67.7 %, en moyenne, dans les pays participants. Plus de 70 % des personnes interrogées ayant signalé une perte d'emploi pendant la pandémie éprouvent au moins une difficulté financière dans neuf pays : Canada, Chili, États-Unis, Grèce, Italie, Mexique, Norvège, Slovaquie et Turquie (Graphique 4).

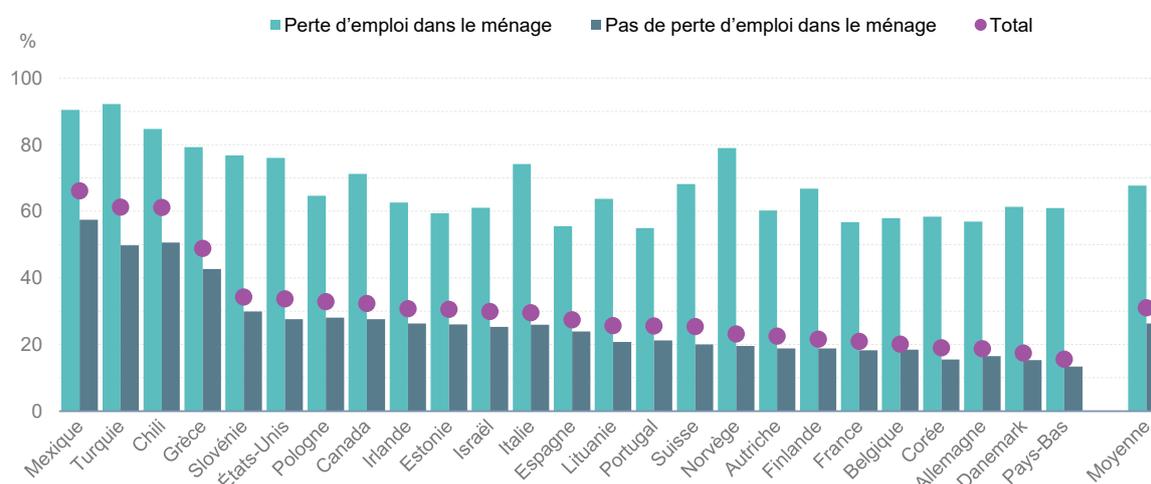
Même dans les pays où le taux de perte d'emploi est relativement faible, les difficultés financières semblent encore fréquentes. Dans l'ensemble, 69 % des ménages ayant des difficultés financières mais *n'ayant* pas subi de perte d'emploi directe ont connu une autre forme de perturbation liée à l'emploi, comme une réduction du temps de travail ou du salaire. (Voir la note du Graphique 1 pour les diverses perturbations liées à l'emploi). Ces perturbations économiques aggravent probablement les niveaux sous-jacents de pauvreté structurelle dans des pays comme le Mexique et la Turquie, contribuant ainsi à des niveaux très élevés de difficultés financières.

Pour les répondants qui déclarent avoir eu du mal à payer leurs factures, la solution la plus courante a été de puiser dans leur épargne ou de vendre des actifs, ce que 17.9 % des répondants ont fait, en moyenne dans les différents pays. Ce pourcentage oscille entre 6.8 % en Corée et 42.6 % au Chili. Au Canada, au Chili, aux États-Unis, au Mexique et en Turquie, plus d'une personne sur dix a dû s'endetter davantage ou recourir au crédit pour payer ses dépenses habituelles.



Graphique 4. Près d'un tiers des répondants font état de difficultés financières depuis le début de la crise

Proportion de répondants signalant au moins une difficulté financière depuis le début de la pandémie de COVID-19, selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie, 2020



Note : On a demandé aux répondants s'ils avaient (eux-mêmes ou leur ménage) vécu au moins l'une des difficultés financières suivantes depuis le début de la pandémie : n'a pas réussi à payer une dépense habituelle, a puisé dans son épargne ou vendu des actifs pour payer une dépense habituelle, a emprunté de l'argent à des parents ou des amis pour payer une dépense habituelle, s'est endetté davantage ou a eu recours au crédit pour payer une dépense habituelle, a demandé de l'aide à une association caritative ou à but non lucratif pour un défaut de paiement, a souffert de la faim parce qu'il n'avait pas les moyens d'acheter de la nourriture, a perdu son logement parce qu'il n'avait pas les moyens de payer le prêt ou le loyer, a déclaré faillite ou fait appel à un organisme de crédit. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables. Les pourcentages montrent la part de répondants ayant sélectionné au moins une option. « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19. Note : la majorité des ménages n'ayant pas perdu leur emploi mais ayant pourtant éprouvé des difficultés financières ont subi d'autres types de perturbations liées à l'emploi (voir la note du Graphique 1).

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

Les jeunes adultes, les parents et les ménages à faible revenu - en plus des ménages ayant perdu leur emploi - ont également eu du mal à payer leurs factures pendant la pandémie. Les jeunes adultes (âgés de 18 à 29 ans) étaient beaucoup plus susceptibles de s'endetter davantage ou de recourir au crédit pour payer des dépenses habituelles, 11,5 % d'entre eux déclarant s'être endetté davantage ou avoir eu recours au crédit (contre 7,3 % en moyenne). Ils sont également plus susceptibles d'avoir connu des difficultés financières dans presque toutes les autres catégories. Cette situation est probablement liée à la chute considérable de l'emploi dans cette tranche d'âge.

Les parents d'enfants de moins de 18 ans signalent également des difficultés à payer les factures. Pour tous les indicateurs des difficultés financières (voir note du Graphique 1), les répondants ayant des enfants sont plus susceptibles d'avoir eu des difficultés que ceux qui n'en ont pas. Ainsi, 12,3 % des ménages avec enfants, contre 9,4 % des ménages sans enfants, n'ont pas payé une dépense habituelle - loyer, prêt, service public ou factures de carte de crédit - parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Au total, 20,5 % des ménages avec enfants ont puisé dans leur épargne ou vendu des actifs pour payer leurs dépenses habituelles, contre 16,6 % des ménages sans enfants. Là encore, cette situation s'explique non seulement par les dépenses des ménages, mais aussi par des baisses de revenus relativement plus fortes chez les ménages ayant des enfants de moins de 18 ans.



Enfin, sans surprise, les personnes interrogées au sein des ménages à faible revenu - quel que soit leur situation professionnelle - sont en moyenne les plus susceptibles de déclarer avoir du mal à payer leurs factures (Graphique 5).

Tableau 1. Près d'un tiers des ménages de la zone OCDE ont eu du mal à payer leurs factures pendant la pandémie de COVID-19

Pourcentage de répondants signalant chacune des difficultés financières suivantes depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020

	N'a pas réussi à payer une dépense habituelle	A puisé dans son épargne ou vendu des actifs	A emprunté de l'argent auprès d'amis ou de proches	S'est endetté davantage ou a eu recours au crédit	A demandé de l'aide à une association caritative ou à but non lucratif	A souffert de la faim parce qu'il n'avait pas les moyens d'acheter de la nourriture	A perdu son logement parce qu'il ne pouvait plus payer le loyer ou rembourser le prêt	A déclaré faillite ou fait appel à un établissement bancaire	Au moins une de ces difficultés
Autriche	4.2	15.9	5.2	2.3	1.7	1.1	0.6	0.7	22.5
Belgique	4.2	11.0	5.3	2.6	1.4	3.0	1.4	1.3	20.2
Canada	8.8	20.8	6.6	12.5	2.7	4.1	0.8	0.7	32.3
Chili	28.6	42.6	18.7	16.3	6.7	6.8	1.4	2.5	61.2
Danemark	1.4	9.3	5.0	3.9	1.2	2.3	1.0	0.6	17.4
Estonie	7.1	17.9	9.1	7.9	2.2	4.6	2.1	0.9	30.6
Finlande	6.9	13.6	5.6	4.2	1.6	1.6	0.5	0.7	21.6
France	6.5	10.3	4.6	3.3	1.5	2.9	0.6	0.4	21.0
Allemagne	3.9	12.2	5.1	3.3	1.6	2.0	0.4	0.9	18.7
Grèce	27.5	20.1	16.3	2.4	2.0	13.8	1.3	0.4	48.9
Irlande	9.6	20.4	7.8	8.0	1.5	2.2	0.9	0.8	30.7
Israël	8.3	18.2	9.2	9.7	2.9	2.1	0.8	0.2	29.9
Italie	9.7	16.9	6.0	5.5	3.4	1.7	1.4	0.4	29.6
Corée	4.0	6.8	5.8	6.7	1.8	2.4	1.1	0.7	19.0
Lituanie	6.4	14.4	8.2	3.5	2.3	2.8	1.6	0.5	25.7
Mexique	26.4	40.1	27.0	18.7	7.0	10.7	1.3	2.2	66.1
Pays-Bas	3.3	9.0	3.8	2.4	2.2	2.0	0.5	1.1	15.6
Norvège	5.2	13.0	7.2	4.0	2.6	3.8	1.5	0.6	23.2
Pologne	12.1	10.3	9.8	8.1	3.4	7.3	1.9	1.1	32.9
Portugal	7.0	17.0	5.7	5.2	2.1	1.9	0.4	0.6	25.5
Slovénie	12.9	23.4	9.0	7.1	3.7	2.8	0.8	1.1	34.2
Espagne	6.7	18.9	5.6	4.4	2.0	1.6	0.3	0.6	27.4
Suisse	6.8	14.5	7.0	3.5	3.0	3.2	1.2	0.8	25.4
Turquie	28.5	28.5	22.2	23.8	9.3	6.2	5.3	3.4	61.2
États-Unis	12.2	20.2	10.8	12.7	5.8	5.6	2.5	1.1	33.7
Moyenne	10.3	17.8	9.1	7.3	3.0	3.9	1.3	1.0	31.0

Note : On a demandé aux répondants si, à un moment donné depuis le début de la pandémie de COVID-19, ils (eux-mêmes ou un membre de leur ménage) avaient connu une ou plusieurs difficultés financières, énumérées dans les colonnes ci-dessus. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

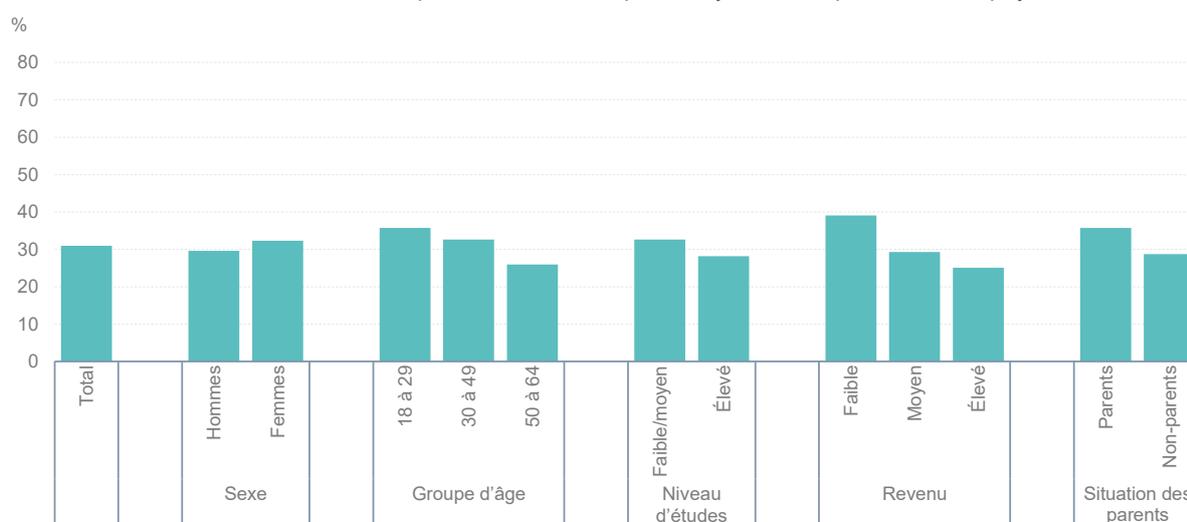


Les vécus sont différents d'un pays à l'autre, les répondants des pays les plus riches et des pays où les dépenses consacrées aux programmes sociaux sont historiquement plus élevées signalant moins de difficultés financières (Graphique 6). Parmi les 25 pays étudiés, ceux qui affichent des niveaux de PIB par habitant plus élevés (Graphique 6, partie A) et ceux qui consacrent historiquement plus d'argent aux programmes sociaux (Graphique 6, partie B) sont également ceux où les répondants sont en général moins nombreux à signaler des difficultés financières au sein du ménage depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Ces corrélations s'expliquent en partie par les niveaux élevés de tensions financières signalés au Chili, au Mexique et en Turquie - pays où les niveaux de dépenses sociales et de PIB par habitant sont plus faibles qu'en moyenne dans l'OCDE. Ce sont également les pays qui affichent les taux d'emploi informel les plus élevés de la zone OCDE, et où de nombreux travailleurs sont donc exclus des systèmes de protection sociale contributifs. Cependant, même si l'on omet ces trois pays, des corrélations négatives demeurent entre le PIB par habitant avant la crise, les dépenses sociales publiques avant la crise et les difficultés financières signalées pendant la pandémie.

Graphique 5. Les jeunes, les parents et les ménages à faible revenu sont les groupes les plus susceptibles de déclarer avoir rencontré des difficultés financières depuis le début de la crise

Pourcentage de répondants ayant signalé au moins une difficulté financière depuis le début de la pandémie de COVID-19, selon certaines caractéristiques socioéconomiques, moyenne non pondérée des pays, 2020



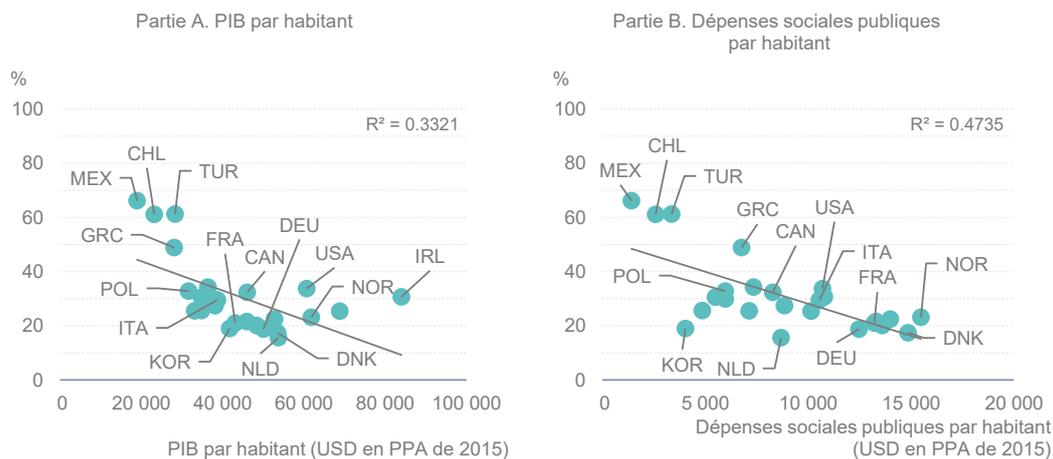
Note : On a demandé aux répondants si, à un moment donné depuis le début de la pandémie de COVID-19, ils (eux-mêmes ou un membre de leur ménage) avaient connu une ou plusieurs difficultés financières. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables. « Études supérieures » : plus haut niveau d'études atteint dans l'enseignement supérieur. Les ménages à « faible revenu » sont ceux dont le revenu disponible équivalent (pour 2019) se situe dans les trois déciles inférieurs de la distribution nationale du revenu disponible, les ménages à « revenu intermédiaire » se situent dans les quatre déciles intermédiaires, et les ménages à « revenu élevé » dans les trois déciles supérieurs. Les parents sont définis comme les répondants ayant au moins un enfant de moins de 18 ans vivant au sein du ménage.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.



Graphique 6. Dans les pays riches et dans les pays ayant toujours dépensé davantage pour les programmes sociaux, les répondants sont moins nombreux à déclarer avoir eu des difficultés financières

Pourcentage de répondants signalant des difficultés financières au sein du ménage depuis le début de la pandémie de COVID-19, PIB par habitant (USD à PPA de 2015) et dépenses sociales publiques totales par habitant (USD à PPA de 2015)



Note : On a demandé aux répondants si, à un moment donné depuis le début de la pandémie de COVID-19, ils (eux-mêmes ou un membre de leur ménage) avaient connu une ou plusieurs difficultés financières. Les répondants pouvaient sélectionner toutes les options applicables. Les données sur le PIB par habitant se rapportent à 2019. Les données sur les dépenses sociales publiques totales par habitant se rapportent à 2017, sauf pour la Suisse (2016).

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent » 2020, (à paraître sur <http://oe.cd/RTM>), les Comptes nationaux de l'OCDE, (<https://www.oecd.org/fr/sdd/cn/>), et la Base de données sur les dépenses sociales de l'OCDE, (<https://www.oecd.org/fr/social/depenses.htm>)

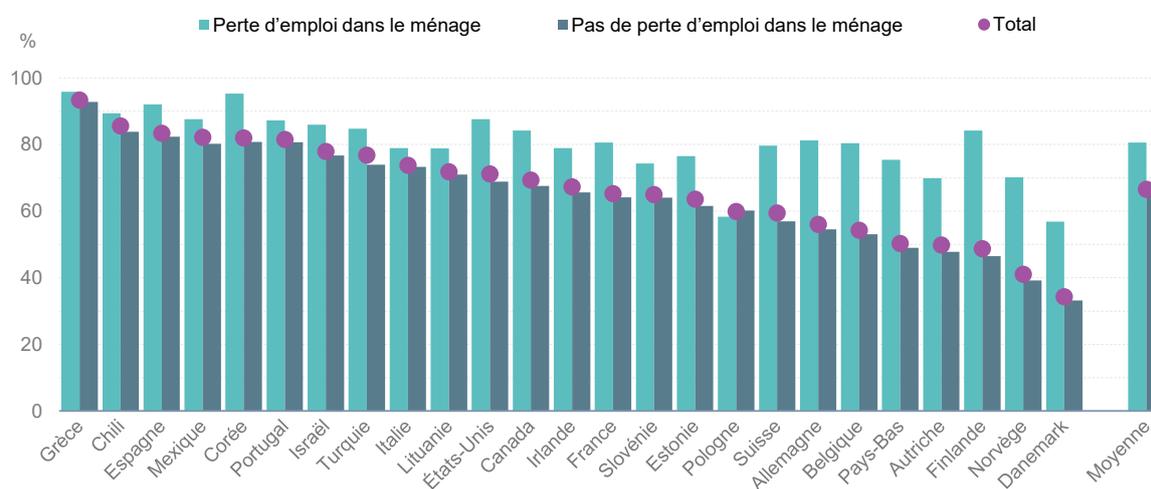
La crise du COVID-19 a modifié la perception des risques

La crise du COVID-19 a modifié les conceptions de beaucoup d'individus quant à l'avenir, mais la plupart des préoccupations sociales et économiques préexistantes demeurent fortes. Comme le montrait déjà l'enquête RTM de 2018 (OECD, 2019^[7]), les citoyens des pays de l'OCDE s'inquiètent aujourd'hui pour leur santé, leur situation financière actuelle et leur sécurité financière au moment de la retraite. Dans l'ensemble des pays participants, 66,5 % des répondants se disent assez ou très préoccupés par la situation financière de leur ménage et par leur bien-être social et économique global au cours des deux années à venir (Graphique 7). Contrairement au cycle 2018, l'enquête RTM 2020 montre également que de nombreux répondants s'inquiètent davantage d'assurer des soins de longue durée de bonne qualité pour eux-mêmes ou leurs parents âgés - ce qui pourrait refléter des préoccupations liées à la santé, pendant la pandémie, de proches résidant en maison de retraite (OCDE, à paraître, <http://oe.cd/RTM>). Ces résultats s'inscrivent dans le droit fil de recherches récentes menées sur les attitudes à l'égard des soins de longue durée dans l'UE (European Commission, 2020^[8]).



Graphique 7. La plupart des personnes interrogées s'inquiètent de leurs finances et de leur bien-être social et économique

Pourcentage de répondants « assez » ou « très » préoccupés par la situation financière de leur ménage et leur bien-être social et économique global au cours des deux prochaines années, selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020



Note : On a demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils s'inquiétaient des finances de leur ménage et de leur bien-être social et économique global dans un avenir proche, c'est-à-dire au cours des deux prochaines années. Les choix de réponse étaient « pas du tout inquiet », « peu inquiet », « assez inquiet » et « très inquiet ». Les répondants pouvaient également répondre « ne se prononce pas ». « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19. Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

La crise du COVID-19 suscite des inquiétudes quant à la santé financière

Les personnes qui ont subi les pires conséquences économiques de la pandémie ont aujourd'hui des besoins financiers plus importants que le reste de l'échantillon de l'enquête. Sans surprise, les populations touchées sont beaucoup plus inquiètes de leur situation financière, de perdre leur emploi à l'avenir, de savoir si elles ont les compétences requises et d'assurer leur sécurité financière au moment de la vieillesse que les répondants qui n'ont pas perdu de revenus du fait de la crise sanitaire.

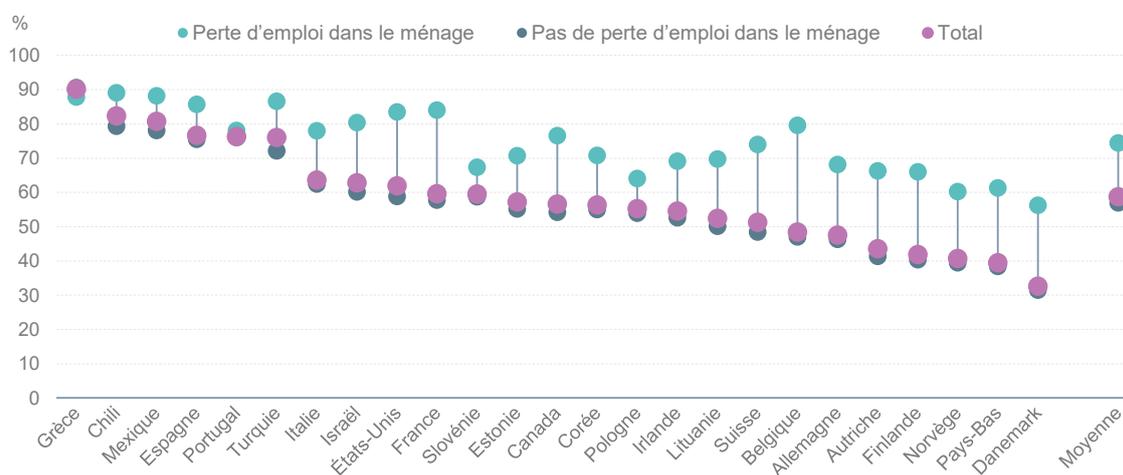
Les répondants ont été invités à se projeter dans l'avenir et à évaluer les finances de leur ménage ainsi que leur bien-être social et économique global à court terme. Les problèmes d'argent arrivent en tête des préoccupations. Une écrasante majorité de 80,6 % des répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi se disent assez ou très inquiets pour l'équilibre financier, social et économique global de leur ménage dans les deux prochaines années. En revanche, une part plus faible (quoique toujours importante) - 65,1 % - des personnes qui ne déclarent pas de perte d'emploi pendant la crise sanitaire se disent assez ou très préoccupées par leur bien-être financier, social et économique au cours des deux prochaines années. Il convient de noter que de nombreux ménages n'ayant pas subi de perte d'emploi ont connu une autre forme de perturbation liée à l'emploi, comme une réduction du temps de travail (section 2), de sorte que le sentiment d'insécurité est encore assez élevé dans ce groupe.

Parmi ceux qui ont perdu leur emploi pendant la crise sanitaire, les trois-quarts (74,4 %) sont assez ou très inquiets de ne pas pouvoir payer toutes leurs dépenses et boucler les fins de mois au cours des deux prochaines années (Graphique 8). Au Chili, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Grèce, en Israël, au Mexique et en Turquie, plus de 80 % des ménages ayant subi une perte d'emploi craignent d'avoir des fins de mois difficiles.



Graphique 8. Les trois quarts des répondants ayant perdu leur emploi craignent d'avoir des fins de mois difficiles

Pourcentage de répondants « assez » ou « très » préoccupés par le fait de ne pas pouvoir payer toutes leurs dépenses et boucler les fins de mois, selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020



Note : On a demandé aux répondants s'ils étaient préoccupés par leur capacité à payer toutes leurs dépenses et à boucler leurs fins de mois à court terme, c'est-à-dire au cours des deux prochaines années. Les choix de réponse étaient « pas du tout inquiet », « peu inquiet », « assez inquiet » et « très inquiet ». Les répondants pouvaient également répondre « ne se prononce pas ». « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

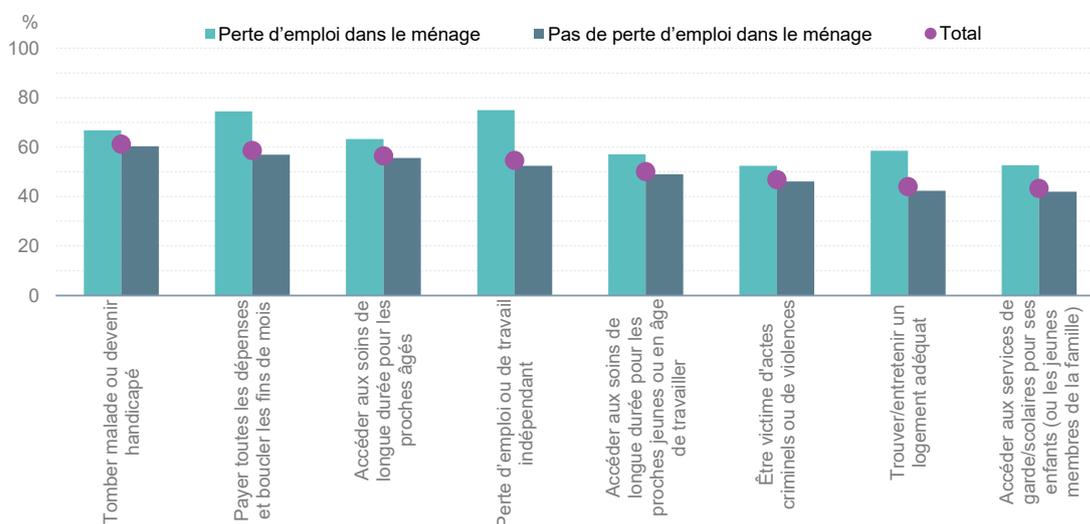
Les variations internationales observées dans le graphique donnent à penser que, lorsqu'il y a eu perte d'emploi en lien avec la crise du COVID-19, l'évaluation des risques diverge entre les habitants des pays d'Europe septentrionale et centrale (qui, toute proportion gardée, ont dépensé davantage pour protéger les travailleurs pendant la pandémie) et ceux d'une grande partie du reste de l'OCDE. Presque tous les répondants s'inquiètent de ne pas pouvoir boucler les fins de mois dans les pays affichant depuis longtemps des niveaux de pauvreté plus élevés sur le côté gauche de l'axe des abscisses. Au Chili, en Espagne, en Grèce, au Mexique, au Portugal et en Turquie, plus de sept répondants sur dix, en moyenne, se disent préoccupés ou très préoccupés par leur capacité à boucler les fins de mois à court terme - quelle que soit la situation vécue par le ménage au regard de l'emploi pendant la pandémie de COVID-19.

S'agissant des inquiétudes liées aux fins de mois difficiles, 75 % des personnes ayant subi une perte d'emploi au sein du ménage pendant la crise du COVID-19 s'inquiètent toujours de perdre leur emploi ou leurs revenus d'activité indépendante au cours des deux prochaines années. Au total, 66.8 % des répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi craignent de tomber malade ou de devenir invalide, même s'il s'agit là d'un des écarts les plus faibles par rapport aux personnes interrogées qui s'en sont mieux sorties pendant la pandémie (Graphique 9). En moyenne dans les pays participants, les personnes ayant perdu leur emploi s'inquiètent également davantage de l'accès aux soins de longue durée pour leurs proches âgés ou handicapés, d'être victimes d'actes criminels ou de violences, de trouver et de garder un logement décent, et de trouver un mode de garde de qualité pour leurs enfants, comparativement aux ménages qui n'ont pas perdu leur emploi pendant la pandémie (Graphique 10).



Graphique 9. Les répondants ayant perdu leur emploi s'inquiètent pour les deux prochaines années

Pourcentage de répondants « assez » ou « très » préoccupés par chacun des risques à court terme ci-dessous, selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie de COVID-19, 2020



Note : On a demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils s'inquiétaient de certains risques sociaux et économiques particuliers à court terme, c'est-à-dire au cours des deux prochaines années. Les choix de réponse étaient « pas du tout inquiet », « peu inquiet », « assez inquiet » et « très inquiet ». Les répondants pouvaient également répondre « ne se prononce pas ». « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

Interrogés sur les risques auxquels ils sont confrontés à long terme - au-delà de la prochaine décennie - tous les répondants à l'enquête RTM 2020 sont très préoccupés par leur état de santé, leur sécurité financière au moment de la vieillesse, la mobilité intergénérationnelle et l'accès aux soins de longue durée pour eux-mêmes et leurs proches.

Pourtant, dans toutes les catégories, les personnes dont le ménage a subi une perte d'emploi au cours de la crise du COVID-19 sont plus angoissées par l'avenir. La sécurité financière au moment de la retraite constitue la principale préoccupation à long terme des répondants ayant récemment (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi : 80,2 % se disent assez ou très inquiets pour leur sécurité financière au moment de la vieillesse.

L'écart le plus important en termes de perception des risques est lié à une question sur les compétences professionnelles. Au total, 65,3 % des répondants ayant récemment (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi se disent inquiets de ne pas avoir les compétences et connaissances nécessaires pour occuper un emploi sûr et bien rémunéré dans dix ans. En revanche, 50,2 % seulement du reste de l'échantillon déclarent s'inquiéter de leur niveau de qualification à l'avenir. Cela correspond à la corrélation positive observée entre la probabilité de perte d'emploi et l'appartenance perçue à la classe ouvrière.

Préférences sociales pendant la crise

De nombreuses personnes ont été confrontées à des situations difficiles tant au plan économique qu'en termes de santé au cours de la pandémie de COVID-19. Ces difficultés pèsent sur les systèmes de



protection sociale et incitent les gouvernements des pays de l'OCDE à innover rapidement, à étendre et améliorer la couverture des programmes sociaux, et à mettre en place toute une batterie de mesures d'urgence supplémentaires, avec, à la clé, une hausse sensible des dépenses publiques. Face aux contaminations, aux quarantaines ou aux pertes d'emploi, les pouvoirs publics ont réagi par des dispositifs de congés rémunérés, d'assurance chômage et de maintien dans l'emploi des salariés (majoritairement) (OECD, 2021^[9]) (OECD, 2020^[2]) (OECD, 2020^[4]) (ISSA, 2021^[10]) (Gentilini et al., 2021^[11]).

Dans le même temps, de nombreuses administrations nationales, régionales et locales ont eu du mal à réagir de manière efficace et exhaustive pour sauver des vies et préserver les moyens de subsistance. Le coût budgétaire des dépenses sociales n'est pas encore au cœur des débats sur l'action publique, car les gouvernements des pays de l'OCDE reconnaissent qu'ils doivent, « quoi qu'il en coûte », protéger les individus et les emplois pendant la crise (OCDE, 2020^[1]). Pourtant, la plupart des gouvernements empruntent à des niveaux sans précédent (du moins en temps de paix) pour sortir de la crise (OECD, 2018^[12]). Les coûts budgétaires et les décisions difficiles quant aux programmes à privilégier deviendront donc certainement des questions plus pressantes à mesure que les États s'orienteront vers une reprise économique durable.

Malgré ces efforts sans précédent, l'enquête RTM 2020 révèle que de nombreux citoyens ne sont pas satisfaits de leur système de protection sociale. La plupart préféreraient une protection sociale plus étendue et de meilleure qualité, même si cela doit se traduire par des hausses d'impôt. Ces constatations sont conformes aux résultats de l'enquête RTM de 2018, même si les points de vue se sont exacerbés – en particulier parmi ceux qui ont souffert économiquement de la crise du COVID-19.

Beaucoup sont mécontents des politiques publiques, indépendamment de leur expérience de la pandémie

De manière générale, comme c'était le cas dans l'enquête RTM 2018, de nombreuses personnes restent mécontentes de leur système de protection sociale. Beaucoup estiment que les aides publiques au revenu sont insuffisantes et que les prestations et services publics sont difficiles d'accès, qu'ils aient ou non subi des perturbations professionnelles ou financières au sein de leur ménage depuis le début de la pandémie.

En moyenne, dans tous les pays, les répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) subi une perte d'emploi sont légèrement plus susceptibles que les autres de penser qu'ils n'auraient pas accès à des services publics de qualité et abordables dans tous les domaines étudiés : aides familiales, éducation, aide à l'emploi, logement, santé, besoins liés à l'incapacité, soins de longue durée pour les personnes âgées et sécurité publique.

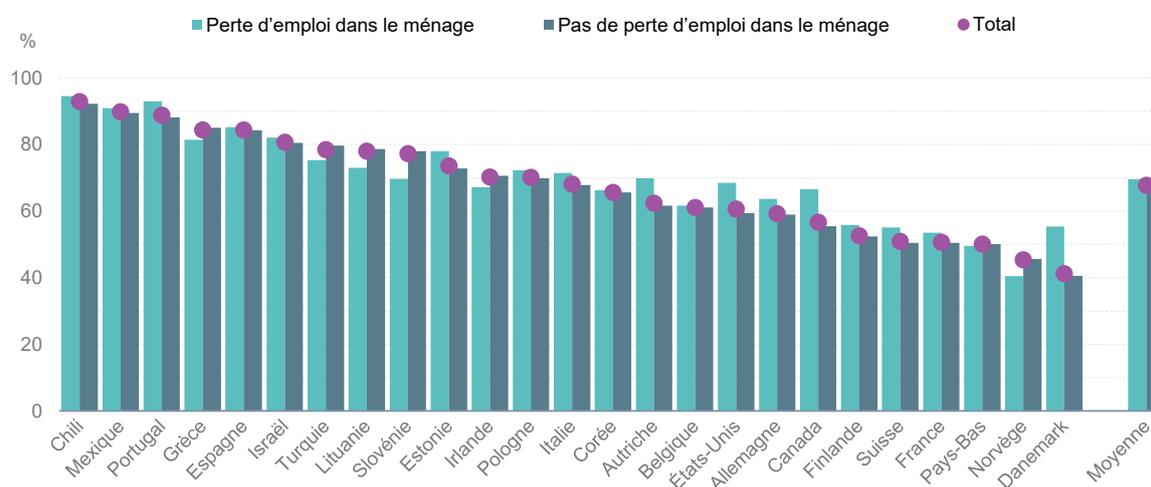
Une majorité pense que les pouvoirs publics devraient faire davantage pour assurer leur sécurité économique

Dans tous les pays, et indépendamment de leur situation au regard de l'emploi pendant la pandémie, les répondants estiment majoritairement que les pouvoirs publics devraient consentir plus d'efforts pour assurer la sécurité économique et sociale des citoyens. En moyenne, 67.7 % des répondants pensent que les pouvoirs publics devraient faire plus. Ce pourcentage va de 41.2 % au Danemark (où le système de protection sociale est bien développé) à 92.9 % au Chili, et, dans tous les pays sauf deux - Danemark et Norvège -, les personnes interrogées estiment que les pouvoirs publics devraient faire davantage. Sans grande surprise, dans la plupart des pays, les répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) subi une perte d'emploi pendant la crise sanitaire sont plus susceptibles de réclamer une intervention plus importante des pouvoirs publics (Graphique 10).



Graphique 10. Les répondants sont nombreux à demander plus de soutien public, quel que soit leur degré de sécurité de l'emploi pendant la pandémie

Pourcentage de répondants ayant répondu « plus » ou « beaucoup plus » à la question « Pensez-vous que l'État devrait faire moins, autant ou plus pour assurer votre sécurité économique et sociale et votre bien-être ? », selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie, 2020



Note : On a demandé aux répondants d'indiquer s'ils pensaient que l'État devrait faire moins, autant ou plus que ce qu'ils font actuellement pour assurer leur sécurité économique et sociale. Les réponses possibles étaient « beaucoup moins », « moins », « autant », « plus » et « beaucoup plus ». Les répondants pouvaient également répondre « ne sais pas ». « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

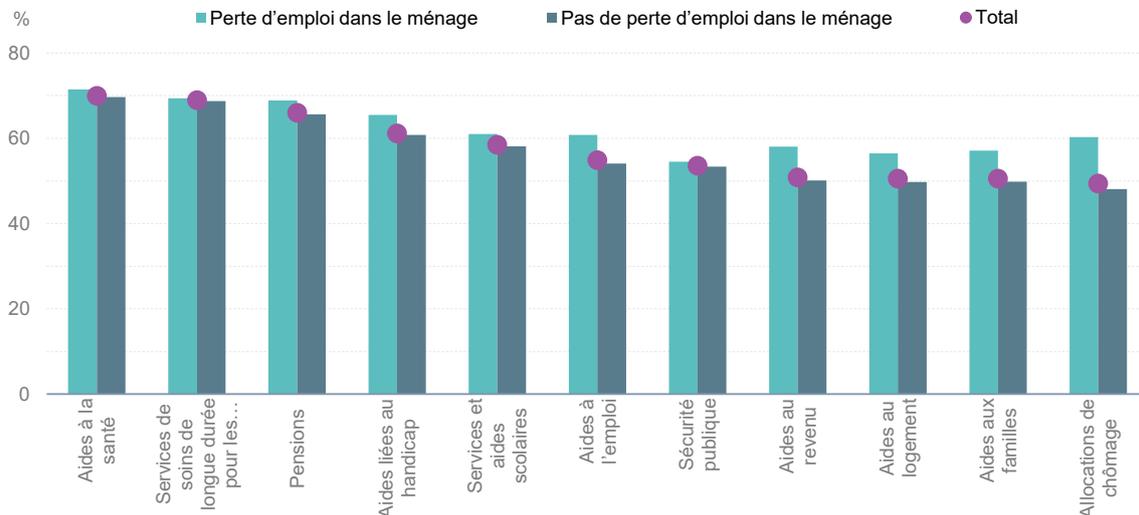
Peut-être en lien avec leur propre sentiment d'insécurité financière, les répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi durant la crise sanitaire sont davantage disposés à payer plus d'impôts pour bénéficier d'une meilleure protection sociale. Ce groupe de répondants se dit particulièrement en faveur de meilleurs investissements dans les dispositifs d'aide à l'emploi (par exemple, services de recherche d'emploi, formation professionnelle, accès à des financements pour la création d'entreprise), au chômage et au revenu, comme le revenu minimum garanti.

Sur l'ensemble de l'échantillon, 60,3 % des répondants ayant (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi déclarent - à propos des impôts qu'ils pourraient devoir payer et des prestations qu'ils pourraient percevoir - qu'ils souhaiteraient que l'État dépense plus ou beaucoup plus pour proposer de meilleures aides aux chômeurs (par exemple, indemnités de chômage). Ce chiffre contraste avec les 48,1 % des répondants qui n'ont pas subi de perte d'emploi durant la crise sanitaire et qui réclament une hausse des dépenses publiques consacrées au soutien des chômeurs – même si ce pourcentage reste bien sûr important. En Autriche, au Canada, aux États-Unis, en Finlande et en Slovaquie, l'écart entre les répondants ayant perdu leur emploi et les autres est supérieur à 20 points de pourcentage. Ceux qui vivent dans l'insécurité du fait de la crise sanitaire sont très largement en faveur d'un renforcement des programmes d'aide aux chômeurs.



Graphique 11. Les répondants ayant perdu leur emploi pendant la pandémie sont plus susceptibles d'appeler à une intervention des pouvoirs publics sur les questions financières

Pourcentage de répondants déclarant souhaiter que les pouvoirs publics dépensent « plus » ou « beaucoup plus » dans chaque domaine d'action ci-dessous, selon que le ménage a subi ou non une perte d'emploi depuis le début de la pandémie, moyenne non pondérée des pays, 2020



Note : On a demandé aux répondants d'indiquer s'ils souhaitaient que les dépenses publiques soient moindres, identiques ou supérieures dans différents domaines de la politique sociale, compte tenu des impôts qu'eux-mêmes et leur famille pourraient devoir payer et des prestations qu'ils pourraient percevoir. Les réponses possibles étaient « dépenser beaucoup moins », « dépenser moins », « dépenser autant », « dépenser plus » et « dépenser beaucoup plus ». Les répondants pouvaient également répondre « ne se prononce pas ». « Perte d'emploi au sein du ménage » renvoie aux répondants qui déclarent avoir (eux-mêmes ou un membre du ménage) perdu leur emploi ou avoir été licenciés par leur employeur et/ou perdu leur emploi indépendant ou leur propre entreprise, depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE d'après l'enquête « Des risques qui comptent » 2020, à paraître sur <http://oe.cd/RTM>.

L'enquête RTM 2020 montre également que les répondants ayant subi une perte d'emploi sont plus susceptibles que les autres de déclarer qu'ils paieraient 2 % d'impôts et de cotisations sociales supplémentaires sur leurs revenus pour améliorer l'offre et l'accès à des services tels que les aides à l'emploi, les aides aux chômeurs, le revenu minimum garanti, les aides familiales (par ex., congé parental, prestations et services de garde d'enfants, allocations pour enfant à charge) et les aides au logement (par ex., services de logement social et allocations de logement). Dans toutes ces catégories, l'écart entre ceux qui sont prêts à payer 2 % d'impôts supplémentaires et les autres est d'au moins 5 points de pourcentage. Cependant, sur l'ensemble de l'échantillon, la majorité des répondants ne sont pas prêts à verser plus de 2 % d'impôts supplémentaires pour bénéficier d'un meilleur service public, quel que soit le domaine d'action considéré, le pourcentage variant de 22 % environ (pour l'emploi) à 45 % (pour la santé).

La crise sanitaire a mis en évidence les faiblesses des systèmes de protection sociale des pays de l'OCDE, et les inquiétudes des citoyens se manifestent par des attentes plus fortes en matière d'aide publique, notamment dans les domaines liés à l'emploi et à l'assurance chômage. Il est nécessaire d'investir plus fortement, de consolider les systèmes de protection sociale et de combler les lacunes existantes pour permettre aux individus de rebondir économiquement. Des interventions publiques vigoureuses doivent être poursuivies et étendues, sans quoi les populations des pays de l'OCDE pourraient encore subir les effets économiques de la crise sanitaire pendant de nombreuses années.



Remerciements

Cette synthèse a été rédigée par Valerie Frey et Chris Clarke. Elle a été préparée au sein de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE (ELS), sous la direction de Stefano Scarpetta (Directeur d'ELS), Mark Pearson (Directeur adjoint d'ELS) et Monika Queisser (Cheffe de la Division des politiques sociales). Liv Gudmundson a préparé la synthèse pour publication, et Maxime Ladaïque, Jayne Maddock, Fatima Perez et Alastair Wood ont contribué en matière de logistique, de publication et de communication.

Références

- Carman, K. and S. Nataraj (2020), *How Are Americans Paying Their Bills During the COVID-19 Pandemic?*, RAND Corporation, <http://dx.doi.org/10.7249/rra308-3>. [6]
- European Commission (2020), *Attitudes towards adequacy and sustainability of social protection systems in the EU*, European Commission, <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=8353&type=2&furtherPubs=no> (accessed on 16 April 2021). [8]
- European Parliament / Eurobarometer (2020), *Uncertainty/EU/Hope: Public Opinion in the Times of COVID-19*, European Parliament, Brussels, <https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/en/be-heard/eurobarometer/public-opinion-in-the-eu-in-time-of-coronavirus-crisis> (accessed on 24 February 2021). [5]
- Gentilini, U. et al. (2021), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19 : A Real-Time Review of Country Measures*, World Bank, Washington, DC., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635> (accessed on 6 April 2021). [11]
- ISSA (2021), *Coronavirus country measures | International Social Security Association (ISSA)*, <https://ww1.issa.int/coronavirus/country-measures> (accessed on 25 March 2021). [10]
- OCDE (2020), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2020 : Crise du COVID-19 et protection des travailleurs*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b1547de3-fr>. [1]
- OCDE (2019), *Des emplois de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation : La stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/4e6a92fa-fr>. [14]
- OCDE (2014), "La crise et ses retombées : les sociétés et les politiques sociales mises à l'épreuve", in *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2014-5-fr. [15]
- OCDE (2010), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2010 : Sortir de la crise de l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2010-fr. [13]
- OECD (2021), *Building for a better tomorrow: Policies to make housing more affordable*, OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=1060_1060075-0eik314uil&title=ENG_OECD-affordable-housing-policies-brief (accessed on 29 March 2021). [9]



- OECD (2020), *Job retention schemes during the COVID-19 lockdown and beyond*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/job-retention-schemes-during-the-covid-19-lockdown-and-beyond-0853ba1d/> (accessed on 29 January 2021). [2]
- OECD (2020), *Social partnership in the times of the COVID-19 pandemic - OECD*, OECD Publishing, Paris, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129652-rqw593axrl&title=Social-partnership-in-the-times-of-the-COVID-19-pandemic (accessed on 29 January 2021). [3]
- OECD (2020), *Supporting livelihoods during the COVID-19 crisis: Closing the gaps in safety nets*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/supporting-livelihoods-during-the-covid-19-crisis-closing-the-gaps-in-safety-nets-17cbb92d/> (accessed on 29 January 2021). [4]
- OECD (2019), *Investing in Youth: Korea*, Investing in Youth, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/4bf4a6d2-en>. [16]
- OECD (2019), *Risks that Matter: Main Findings from the 2018 OECD Risks That Matter Survey*, Organisation for Economic Cooperation and Development, Paris, France, <http://www.oecd.org/social/risks-that-matter.htm> (accessed on 2 April 2020). [7]
- OECD (2018), *OECD Business and Finance Outlook 2018*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264298828-en>. [12]

Contacts

Stefano SCARPETTA (✉ stefano.scarpetta@oecd.org)

Monika QUEISSER (✉ monika.queisser@oecd.org)

Valerie FREY (✉ valerie.frey@oecd.org)

Tous les graphiques et données de cette synthèse sont disponibles en Ms-Excel via <http://oe.cd/RTM>.

Le présent document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Note de la Turquie

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Aucun organisme ne représente à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

